

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 10/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BAUDELET SAS**

271 rue du Meunynck  
59140 Dunkerque

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\BAUDELET Eco  
tri\_Dunkerque\_0007005204\2\_Inspections\2026 03 09 AN TTR déchets  
Code AIOT : 0007005204

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2026 dans l'établissement BAUDELET SAS implanté 271 bis rue du Meunynck 59140 Dunkerque. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le secteur des déchets est le principal pourvoyeur d'événements accidentels dans la base de données ARIA (bases de données recensant les accidents ou incidents survenus en France et à l'étranger). Sur la période 2020 - 2024, ce dernier représente environ 1 5000 incidents et accidents, soit à lui seul près d'un quart de l'accidentologie des ICPE. En décembre 2023, la direction générale de la prévention des risques a ainsi publié 4 arrêtés pour faire évoluer ou compléter les dispositions réglementaires s'appliquant aux installations de tri ou de traitement de déchets, afin de prévenir le risque d'accident ou de faciliter l'intervention des services de secours.

Une action nationale est lancée en 2026 visant à contrôler en particulier les centres de tri des

déchets 2711, 2713, 2714, 2716 et 2718 à autorisation, enregistrement ou déclaration.

La présente inspection a fait l'objet d'un courriel d'annonce adressé à l'exploitant le 3 février 2026. Dans ce courriel, l'inspection demandait à l'exploitant de lui transmettre, une dizaine de jours avant l'inspection, un plan du site à l'échelle figurant les différentes installations du site notamment les différentes zones de stockage avec leurs dimensions et la nature des déchets. L'exploitant a transmis ce plan à l'inspection le 26/02/2026. Ces plans sont joints en annexe au présent rapport d'inspection

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BAUDELET SAS
- 271 bis rue du Meunynck 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007005204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BAUDELET HOLDING exploite le site implanté rue du Meunynck à Dunkerque depuis 2011 sous le régime de la déclaration pour les activités suivantes :

- déchetterie destinée aux artisans, aux PME et aux particuliers (rubrique 2710) ;
- zone d'apport volontaire de ferrailles et métaux (rubrique 2710) et zone de transit, tri et regroupement de ferrailles et métaux (rubrique 2713) ;
- zone de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux (rubriques 2714, 2715 et 2716) ;
- installations de transit, tri et regroupement de DEEE (rubrique 2711).

Dans le cadre du développement de ses activités sur le site, un arrêté d'autorisation a été signé le 1er juillet 2022 pour prendre en compte l'augmentation de capacités de certaines activités existantes et la mise en place de nouvelles activités.

Les activités du site sont à présent :

- la déchetterie destinée aux particuliers, aux artisans et PME ;
  - la zone de regroupement, tri et transit de ferrailles et métaux ;
  - la zone de regroupement, tri et transit de déchets non dangereux avec la mise en place d'une aire de travail à façon ;
  - la zone de regroupement, tri et transit de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques ;
  - la zone de regroupement, tri et transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes ;
  - l'activité de découpe de ferrailles et métaux.
  - le prétraitement des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques ;
  - le déconditionnement des biodéchets liquides ;
  - le broyage de déchets non dangereux ;
- L'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de Véhicules Hors d'Usage

## Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Zones d'entreposage et tampon	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Ilottage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3 et 6.IV	Demande d'action corrective	3 mois
4	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6.VI	Demande d'action corrective	3 mois
5	Rondes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.III	Demande d'action corrective	1 mois
6	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.II	Demande d'action corrective	3 mois
8	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1.I	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3 et 6.III	Sans objet
7	Organisation liée au REX	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article R. 512-39	Sans objet
9	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1.II	Sans objet
10	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé l'étude et la mise en place des nouvelles dispositions applicables en matière de gestion des centres de tri des déchets, ainsi que l'organisation et la documentation associées.

Certaines dispositions restent à compléter dans la définition et la mise en place des îlots, la gestion des piles et batteries, les rondes et la détection/surveillance.

Une nouvelle inspection du site est prévue en septembre 2026 pour vérifier la prise en compte par l'exploitant des remarques faites à l'issue de la présente inspection et les réponses apportées aux

non-conformités relevées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zones d'entreposage tampon

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <div><p>Zone d'entreposage tampon du processus de tri.</p><p>Les zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé se composent de deux types de zones :</p><ul style="list-style-type: none"><li>- les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ;</li><li>- les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri.</li></ul><p>Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p><ul style="list-style-type: none"><li>- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li><li>- elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li></ul><p>Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p><ul style="list-style-type: none"><li>- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li><li>- elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li></ul><p>Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie. Les prescriptions du présent article peuvent être adaptées par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.</p></div>
<b>Constats :</b> <p><u>Zone temporaire amont du tri :</u></p> <p>Les camions d'approvisionnement des déchets accèdent directement à l'intérieur du bâtiment principal d'exploitation après être passé sur le pont bascule. Les déchets sont vidés à terre devant l'alvéole dédiée à leur nature, et après un contrôle visuel qualités, les déchets sont poussés dans l'alvéole. Par la suite, les déchets sont repris dans les différentes alvéoles pour alimenter</p>

directement l'installation de tri au moyen d'une trémie vibrante.  
L'installation ne dispose pas de zone d'entreposage temporaire en amont du tri.

Zone temporaire sous cabine :

Le site est équipé d'une cabine de tri située dans le bâtiment principal d'exploitation. 3 bennes et 2 bacs sont présents sous la ligne de tri :

- 1 benne de 25 m3 pour le bois ;
- 1 benne de 25 m3 pour le plastique en mélange ;
- 1 benne de 30 m3 pour le refus de tri ;
- 1 bac de 1 m3 pour la ferraille ;
- 1 bac de 1 m3 pour les gravats.

Ces zones sous cabines ne disposent pas d'un système d'extinction automatique.

L'exploitant indique que les bennes sont vidées tous les soirs, **mais cette consigne n'est pas formellement transmise par écrit.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection une consigne écrite à l'attention de son personnel reprenant l'obligation de vider à minima chaque jour avant fermeture du site les alvéoles sous cabine de tri (bennes et bacs). A défaut cette zone sera considérée comme un ilot

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Ilotage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3 et 6.IV

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

Définition : Ilot

Zone délimitée par des parois ou par un marquage au sol dont la surface au sol n'excède pas 500m<sup>2</sup>.

Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m<sup>3</sup> de déchets combustibles ou à un m<sup>3</sup> de déchets inflammables.

#### Constats :

Dans le bâtiment d'exploitation (bâtiment n°1) sont présents :

- 1 îlot de 371 m<sup>2</sup> divisé en 3 alvéoles contenant des PET, PET vides et DIB non valorisables ;
- 1 îlot de 369 m<sup>2</sup> divisé en 4 alvéoles contenant du bois A, du bois B, un mixte PP/PE, et des emballages en mélange ;
- 1 îlot de 254 m<sup>2</sup> divisé en 3 alvéoles contenant des cartons, du polystyrène et du polystyrène à presser ;
- 1 îlot de 329 m<sup>2</sup> divisé en 2 alvéoles contenant des DIB à trier et des biodéchets à déconditionner.

La distance minimale de 5 mètres entre chaque îlots est respectée.

Au moment de l'inspection, la hauteur maximale des îlots constatée est d'environ 3 mètres.

Tous les îlots sont délimités au fond par le mur du bâtiment et sur les côtés par des murs en éléments modulables en béton d'une longueur d'environ 10 m. **Pour certain îlots, les déchets dépassent au delà de la longueur des murs latéraux, et présentent de ce fait des points situés à plus de 10 mètres de la face accessible par les services d'incendie.**

**Les îlots ne sont pas délimités au sol au niveau de leur face accessible.**

En extérieur sont présents :

- 1 îlot de 127 m<sup>2</sup> divisé en 4 alvéoles contenant des pare-chocs, des vhu dépollués, des pneus et des déchets verts.
- 1 îlot d'environ 50 m<sup>2</sup> pour les DEEE.

La distance minimale de 10 mètres entre ces îlots et le bâtiment est respectée.

Des alvéoles contenant des matériaux non combustibles et non inflammables (ferrailles, aluminium et inertes) sont également présentes en extérieur.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prendra les dispositions nécessaire pour délimiter les îlots sur l'ensemble de leur périphérie et pour garantir en permanence qu'aucun point des îlots ne se trouve à une distance supérieure à 10 m d'une face accessible par les service d'incendie et de secours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3 et 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m<sup>3</sup> si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m<sup>3</sup> sinon ;</li> <li>- les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ;</li> <li>- la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120.</li> </ul> <p>A. - Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.</p> <p>B. - Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.</p> <p>C. - Les prescriptions du B peuvent être adaptées par arrêté préfectoral, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, lorsqu'elles empêcheraient la réalisation des obligations de tri à la source et de collecte séparée sur l'installation.</p> <p>.../...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au moment de l'inspection, la présence de petits îlots n'est pas constatée, ni à l'intérieur du bâtiment, ni en extérieur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Stockage des batteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6.VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de</p>



manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60. Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.

#### Constats :

L'inspection note la présence de batteries de voitures dans le bâtiment n°2 ; ces batteries sont entreposés dans 9 bacs étanches contenant chacun environ une cinquantaine de batteries. Ces batteries sont apportées par des particuliers dans le cadre de l'activité de collectes de déchets apportés par les producteurs initiaux autorisée sur le site dans le cadre de l'AP du 1/07/2022 (rubrique 2710-1 - collecte de déchets dangereux). Cette activité n'étant pas reprise dans l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 sur lequel se base la présente inspection, la présence de ces batterie ne fait pas l'objet d'un examen détaillé.

L'inspection constate la présence d'un fût métallique destiné au stockage des piles et batteries lithium, implanté en extérieur, signalé, protégé des chocs sur 3 côté par des murets béton, posée sur palette **sans rétention**.

**L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la résistance au feu au moins R60 du conteneur.**

L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 24/03/2026, copie de la fiche réflexe intitulée "fiche réflexe - découverte piles lithium" référencée Pr D2 Fi 022 A mise à jour le 17/06/2025 applicable à son site. Cette fiche reprend les éléments suivants :

- savoir reconnaître les batterie lithium ;
- sécurisation des batteries endommagées ;
- conditionnement des piles en fût et sachet plastique (alternance dans le fût de couches de vermiculite de 10 cm d'épaisseur et de couches de piles de 10 cm d'épaisseur) ;
- l'entreposage du fût.

**Cette fiche réflexe précise que le fût est à entreposer à l'abri de la pluie ou de l'humidité et à l'abri du soleil direct. Or l'inspection constate que le fût est entreposé en extérieur sans aucune protection.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera à l'inspection les disposition prises pour assurer le respect des prescriptions du présent article en matière de rétention et de résistance au feu des conteneurs dédiés au stockage des piles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Rondes

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.III

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

A. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

#### **Constats :**

Au cours de l'inspection, l'exploitant indique :

- que, du lundi au vendredi, le dépôt par les particuliers au niveau du bâtiment 2 (comptoir des métaux) est fermé à partir de 17h00 et que l'apport de déchets au niveau du bâtiment 1 (principal) est possible jusqu'à 17h30 ;
- qu'il fait réaliser une ronde à 17h00 au niveau du bâtiment 2 et une ronde à 17h30 au niveau du bâtiment 1 et de ses abords ;
- qu'il fait réaliser une ronde sur l'ensemble du site à 19h30.

L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 24/03/2026 la procédure écrite relative aux rondes (ref. Pr M3 P004 du 27/01/2026) accompagnée des plans des rondes incendie.

La procédure indique dans son paragraphe relatif à la fréquence des rondes :

- qu'une première ronde est réalisée par un opérateur formé à la fermeture du site, à 17h15 ;
- qu'une deuxième ronde est organisée 2 heures après le dernier arrivage de déchets, soit à 19h15.

**L'exploitant mettra ces éléments en concordance et précisera à l'inspection les horaires retenus pour l'arrêt des apports de déchets et les horaires des différentes rondes de manière à s'assurer du respect des deux heures minimum entre l'apport des derniers déchets et la dernière ronde.**

La procédure indique que lors de sa ronde, l'opérateur doit prendre une photo au moyen d'une caméra thermique à chaque point de stockage mentionné sur le plan de rondes annexé à la procédure ; le site comporte 19 points qui doivent faire l'objet d'une photographie, dans les

bâtiments et en extérieur.

La procédure précise également :

- le parcours des rondes à réaliser avec prises de photos qui doivent être transféré chaque matin sur un serveur dédié ;
- les formations suivies par les rondiers ;
- le matériel adapté à la détection et ses conditions de maintenance ;
- les actions à entreprendre en cas de détection d'une température supérieure à 65 ° ou d'observation de fumées ;
- un mode d'emploi pour l'utilisation de la caméra thermique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant confirmera à l'inspection les horaires des arrêts d'apports de déchets pour chaque zone du site et les horaires des rondes (mise en cohérence des informations recueillies au cours de l'inspections et du contenu de la procédure écrite).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Détection et surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services

d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux petits îlots.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

**Constats :**

Le bâtiment n°1 (principal) est équipé d'une détection par caméra thermique rotative à 360° associée à une caméra visio pour les levées de doutes.

En cas de détection, une alarme sonore se déclenche sur le périmètre concerné et une transmission automatique de l'alerte vers le responsable du site est réalisée, 24h/24.

En dehors des heures de fonctionnement du site, l'alarme est redirigée vers la société de vidéo surveillance (système KOOI) qui réalise une levée de doute au moyen de la caméra visio et appelle les pompiers et l'exploitant (astreinte).

**Le bâtiment n°2 ( comptoir des métaux et apports volontaires - rub. 2710) ainsi que les zones extérieures ne sont pas équipés de système de détection.**

L'exploitant présente à l'inspection les compte-rendus des test de déclenchement de la détection automatique du bâtiment n°1 à partir de la mise en place d'un point chaud, réalisés par la société KOOI les 8/08/2024 et 30/07/2025 ; les résultats de ces test montrent le bon déroulé de la transmission de l'alerte.

L'exploitant indique que la mise en place d'un nouveau système de détection comprenant une caméra thermique rotative dans le bâtiment n°1 et une caméra thermique rotative en extérieur est prévu pour la fin du mois d'avril 2026. Cette modification est indiquée dans le Plan de Défense Incendie transmis par l'exploitant, version 1 - mars 2026 (voir points de contrôle n° 9) ; le P.D.I. devra être mis à jour pour prendre en compte les caractéristiques du nouveau système de détection.

L'exploitant présente à l'inspection :

- les rapports et attestations des deux dernières vérifications des extincteurs réalisées les 12/07/2024 et 9/07/2025 par la société LST Leboulanger Sécurité (bon état des extincteurs noté) ;
- les rapports des deux dernières vérifications des 10 RIA par la société CHUBB les 28/04/2025 et 20/01/2026 (bon état des RIA noté).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra en place les dispositions nécessaires à la mise en conformité des moyens de détections.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Organisation liée au REX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article R. 512-39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation du REX
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'obligation réglementaire (R.512-69 du CE) d'informer l'inspection des ICPE et de lui adresser un rapport d'analyse en cas d'incident / accident est connue de l'exploitant, et rappelée dans son Plan de Défense Incendie - version 1 - Mars 2026 (paragraphe VII - Message flash environnement)</p> <p>Depuis le 01/01/2026 cette déclaration se fait obligatoirement sous forme dématérialisée d'une téléprocédure via le site : <a href="http://entreprendre.service-public.gouv.fr">entreprendre.service-public.gouv.fr</a>. Cette obligation est également rappelée dans le Plan de Défense Incendie de l'exploitant.</p> <p>La DREAL rappelle qu'il est important de mettre en place d'une organisation relative à la gestion du retour d'expérience (REX) : collecter et centraliser en interne les situations dégradées, analyser les situations, tirer les enseignements et si besoin un plan d'actions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Présence du plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de l'inspection, l'exploitant indique qu'il travaille sur la finalisation d'une nouvelle version de son plan de défense incendie réalisé selon le modèle SDIS 59 (guide juillet 2025) et que ce nouveau PDI est en cours de validation.</p> <p>Par courriel du 24/03/2026, l'exploitation a transmis à l'inspection un P.D.I. (version 1 - mars 2026) <b>ne portant aucune information sur sa validation.</b></p> <p>Selon son sommaire, ce P.D.I. comporte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation du site ;</li> <li>• Alerte et information des autorités ;</li> <li>• Schéma d'alarme et d'alerte (en période ouvrée, en période non ouvrée) ;</li> <li>• Message type de contact des secours ;</li> <li>• Répertoire téléphonique ;</li> <li>• Accès au site pour le SDIS ;</li> <li>• Plan de localisation des îlots de stockages, des murs coupe-feu et des risques ;</li> <li>• Plan d'alimentation en eau d'extinction ;</li> <li>• Plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux ;</li> <li>• Plan d'intervention et d'évacuation ;</li> <li>• Plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie ;</li> <li>• Liste des moyens et matériels sur le site (gestion de l'eau, moyens d'extinction, système de détection, désenfumage) ;</li> <li>• Rôles et formations du personnel ;</li> <li>• Organisation de la première intervention et de l'évacuation en période ouvrées ;</li> <li>• Mesures en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique ;</li> <li>• FDS et état des matières stockées ;</li> <li>• Message flash environnement.</li> </ul> <p>Ce plan de défense incendie n'a pas fait l'objet d'une analyse détaillée par l'inspection.</p> <p><b>L'exploitant transmettra à l'inspection la version validée de ce P.D.I.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant transmettra à l'inspection la version validée de son P.D.I.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Maîtrise des incendies

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.  En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.  Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.  Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.  Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.  Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Un exercice incendie a été réalisé sur le site le 24/06/2024 par la société SATELLITEAM ; vu le compte-rendu.  Cet exercice portait sur le maniement des extincteurs et R.I.A. ainsi que sur une exercice pratique dont le scénario était le déclenchement d'un alerte incendie dans le bâtiment des déchets (bâtiment n°1).  L'exploitant indique que cette formation a fait l'objet de la délivrance d'attestations pour l'ensemble des personnes présentes (8 employés). Vu par sondage l'attestation de M. Nicolas MERLIER, responsable du site.  Un exercice d'évacuation a également eu lieu le même jour.</p> <p>L'exploitant indique que des exercices d'évacuation sont réalisés tous les 6 mois ; vu le compte rendu de l'exercice du 26/09/2025. Dans les observations, il est noté que des clients présents dans</p>

<p>le cadre de l'activité de déchetterie ont été dirigés au point de rassemblement.</p> <p>Pour les entreprises extérieures, l'exploitant réalise des plans de prévention et des permis feu.</p> <p>Vu le P.D.P. pour la société RBAT (réfection de toiture) pour la période du 2/07/2025 au 31/08/2025.</p> <p>Dans le cadre de l'intervention de cette société, un permis feu est établi chaque jour. Le permis feu indique la réalisation d'une ronde 2 heures après la fin des travaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Traçabilité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>.../...</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p> <p>.../...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point de contrôle fait l'objet d'un échange sans être formellement contrôlé le jour de la visite.</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place sur l'ensemble de ces éco-sites un système nommé "Qlick" qui, par différence entre les entrées et sorties, doit permettre de connaître les quantités de déchets présents, pour chaque nature de déchets.</p> <p>Ce système fera l'objet d'une analyse approfondie à l'occasion de la prochaine visite d'inspection.</p> <p>L'Inspection rappelle notamment que les données doivent pouvoir être rapidement mises à disposition des services de secours et en toute circonstances, et que ces informations doivent être communiquées aux sociétés assurant la télé surveillance en l'absence d'astreinte.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>